05 avril 2013

Information sur la transmission à l'autorité centrale roumaine des dossiers de ressortissants Roumains résidant à l'étranger souhaitant adopter un enfant originaire de Roumanie

La loi roumaine 233 du 05 décembre 2011, modifie et complète la loi n°273/2004 relative au régime juridique de l'adoption. Elle permet l'adoption d'enfants roumains par les ressortissants Roumains résidant à l'étranger, dans les formes de l'adoption internationale.

Son entrée en vigueur est effective depuis le 07 avril 2012.

Comme demandé par l'autorité centrale roumaine (courrier du 11 décembre 2012), les dossiers de citoyens roumains résidant en France et souhaitant adopter un enfant originaire de Roumanie seront adressés via le Service de l'Adoption Internationale, à l'autorité centrale roumaine.

les requérants doivent donc transmettre exclusivement sous pli postal un dossier de candidature (1 DOSSIER EN ORIGINAL + 2 COPIES) au Service de l'Adoption Internationale (Service de l'Adoption Internationale - secteur Europe - 57 boulevard des Invalides - 75007 PARIS) comprenant

1) la fiche de renseignements du SAI.

Cette fiche de renseignements est téléchargeable sur le site www.diplomatie.gouv.fr dans la rubrique Adoption internationale.

2) le formulaire roumain de candidature complété; daté et signé (en pièce jointe)

3) les documents suivants (art. 91 alinéa 2 de la décision du Gouvernement roumain n° 350 du 18 avril 2012) **-en original ou copies certifiées conformes, avec leur traduction en roumain par un traducteur assermenté** (NB : la convention bilatérale entre la France et la Roumanie du 5 novembre 1974 dispense les deux États contractants de toute formalité de légalisation. Par conséquent, il n'y a pas obligation d'appliquer l'apostille sur un document émis par une autorité française)

- l'original ou la copie certifiée conforme de l'agrément délivré par le Président du Conseil Général, accompagné, le cas échéant, de la notice jointe pour les agréments délivrés en application du décret n°98-771 du 1er septembre 1998

- les originaux ou les copies certifiées conformes des enquêtes sociale et psychologique établies par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance.

- le casier judiciaire des candidats à l'adoption et, le cas échéant, du conjoint qui ne s'associe pas à l'adoption ;

- le certificat médical attestant de la santé physique établi séparément pour chacun des adoptants et, le cas échéant, le certificat médical du conjoint qui ne s'associe pas à l'adoption
- le résultat de l'évaluation psychiatrique établi séparément pour chacun des adoptants et, le cas échéant, le rapport médical relatif aux maladies psychiques du conjoint qui ne s'associe pas à l'adoption
- les copies intégrales des actes de naissance et de mariage
- les documents d'identité et de preuve de nationalité des candidats à l'adoption
- le cas échéant, les documents justificatifs attestant du degré de parenté avec l'enfant,
- l'attestation du Conseil général du département de résidence des candidats indiquant que les adoptants ont bénéficié dans l'Etat d'accueil des conseils nécessaires en vue d'une adoption
- l'attestation du conseil général du département de résidence des candidats à l'adoption attestant de l'existence d'un suivi post adoption
- l'attestation d'engagement du conseil général du département de résidence des candidats à l'adoption d'effectuer les rapports trimestriels de suivi post-adoption pendant 2 ans
- l'attestation selon laquelle les autorités françaises s'engagent à transmettre les rapports de suivi à l'Office Roumain pour les Adoptions
- l'attestation sur l'honneur faite par les candidats à l'adoption attestant qu'ils ne sont pas déchus de leurs droits parentaux et qu'ils n'ont confié aucun enfant aux services de la protection de l'enfance (signature légalisée en mairie)

Le SAI vous adressera à réception de votre dossier un accusé de réception.

Votre dossier sera transmis à l'autorité centrale roumaine (Office roumain des adoptions 47 rue Petofi Sandor, 1er district 011405 BUCAREST ROUMANIE) **par le SAI**, qui joindra les documents suivants :

- Rapport Relatif au Requérent
- attestation d'entrée et de séjour
- attestation de reconnaissance de la décision étrangère
- certificat de coutume indiquant la législation applicable (droit français de l'adoption)

NB : l'article 93 alinéa 3 de la décision du Gouvernement roumain n° 350 du 18 avril 2012 précise que lorsque les documents demandés ne sont pas communiqués dans les trois mois suivant le dépôt de la demande, l'Office Roumain pour les Adoptions informe l'Autorité centrale étrangère sur l'impossibilité de prendre en compte la demande et procède à la restitution des documents joints à celle-ci.

***